

# LE PHARE

## EDITORIAL

### Institution Présidentielle : Elle risque d'être un casse-tête

Tout le monde, l'opposition comme les forces du changement, s'accorde à dire que la remise en place de l'Institution présidentielle doit se faire dans la paix. Mais l'allure des négociations qui se déroulent à l'Hotel Novotel depuis la semaine dernière suscite quelques inquiétudes dans l'opinion.

Pour le FRODEBU et sa mouvance, le président doit être là : c'est une urgence. Et il doit sortir des rangs du FRODEBU. Les acquis de juin obligent. Mais les partis politiques de l'opposition estiment qu'un nouveau président ne constitue pas une urgence plus que la sécurité et la paix dans ce pays. Ils posent certains préalables à la remise en place de l'Institution présidentielle notamment un calendrier de désarmement de la population, le limogeage des responsables publiques qui sont impliqués dans les massacres et génocide des minorités, la dénonciation du communiqué de Dar-Es-Salaam et la renonciation à la garde présidentielle. Il semble que le FRODEBU se base sur le poids du limogeage pour dire que les préalables posés par l'opposition ne peuvent pas être appliqués par un gouvernement démissionnaire. Aussi les négociateurs ont-ils passé plus de trois jours à discuter sur le titre des conditions posées par leurs adversaires politiques. Pour les uns ce sont "des Préalables" à appliquer avant la mise en place de l'Institution Présidentielle, pour les autres se sont des "préoccupations du gouvernement" qui seront exécutés après l'investiture du nouveau Président. Ces deux positions mettent sur le tapis la question de confiance. Les accords de Kigobe-Kajaga qui ont permis l'élection de Ntaryamira n'ont pas été appliqués. Leur exécution s'est limitée au partage des porte-

feuille ministériels entre les "forces du changement" et l'opposition.

C'est fondamentalement pour cette raison que les négociations plénières. Les partenaires ne s'entendent pas. La tension monte tant à Bujumbura qu'à l'intérieur du pays car la surenchère politique a déjà commencé. Depuis plus de deux semaines des rumeurs font état d'une attaque imminente en provenance de l'extérieur. Nyangoma aurait renforcé son armée PALIPEHUTU-FROLINA pour déclarer la guerre au Burundi très prochainement. Dans le pays certains foyer de tension ont été déclarés à Ngozi, Gitega, Karusi et ailleurs. Les écoles secondaires sont en ébullition en témoignent les violences qui ont éclaté au Lycées de Bururi et de Bulengo. Il semblerait que les Ministres Niyonkuru et Kabushemeye et le gouverneur de Bururi ne sont pas étrangers aux affrontements ethniques des élèves du Lycée de Bururi. De même, le Directeur du Lycée de Bulengo serait impliqué dans ce qui s'est passé dans son établissement. Ce sont là quelques faits qui fondent les revendications de l'opposition. La question de sécurité doit aussi préoccuper les gestionnaires du pouvoir actuel avant tout autre chose.

Le Burundi a, certes besoin d'un président mais les politiciens de ce pays doivent savoir, que le peuple burundais est trop fatigué par la guerre et la violence ethnique. Aucun burundais n'est prêt à payer encore de sa vie ou de son faible confort les caprices des politiciens immatures.

Alors, de grâce, épargnez nous d'une nouvelle flambée de violence.

#### La rédaction

## INTERVIEW AVEC MUKASI CHARLES

### « ON NE PEUT PAS NÉGOCIER SUR BASE DES MALENTENDUS »

Elu à plus de 97 % à la tête de l'Uprona, le plus vieux parti qui porte encore des séquelles du monopartisme, Mukasi Charles semble être l'homme capable de rassembler ses militants autour de l'idéal d'unité nationale. Il est aujourd'hui une des rares personnalités politiques qui s'exprime publiquement sans devoir mettre en avant son appartenance ethnique. Parviendra-t-il à satisfaire les exigences de ses militants trop déçus d'abord par la défaite aux élections de juin et ensuite par un pouvoir qui les considère comme des ennemis à abattre ? Il est optimiste et espère sortir avec autant de félicitations qu'il a eu à l'entrée. Mukasi parle ici de son élection et de la remise en place de l'Institution présidentielle. Il estime que le président ne doit pas

Suite en page 2



Un des rares citoyens qui se sentent avant tout burundais en ces périodes de crises

### Des véhicules militaires des E-U loués au Rwanda

Les Nations-Unies ont annoncé, le 2 juin, que les Etats-Unis allaient leur louer cinquante véhicules blindés de transport de troupes aux fins de leur utilisation au Rwanda.

Suite en page 8

## SOMMAIRE

- J'ai vu le FPR Inkotanyi dans la région du Bugesera  
LIRE EN PAGE 9
- Dessiers  
— ZEP  
LIRE EN PAGE 7
- M.B.B. : Pourra-t-on éviter la banque-route  
LIRE EN PAGE 5
- Un député poursuivi pour émission de chèque sans provision  
LIRE EN PAGE 3
- Des baptiseurs d'ethnie  
LIRE EN PAGE 4

INTERVIEW AVEC MUKASI CHARLES

« ON NE PEUT PAS NÉGOCIER SUR BASE DES MALENTENDUS »

Suite de la page 1

**Phare : Comment avez-vous reçu votre élection à la tête de l'Uprona ?**

**Mukasi Charles :** Avec plaisir et satisfaction, dans la mesure où un candidat se présente et que ses électeurs lui font confiance. Il y a beaucoup de gens qui me félicitent aujourd'hui. J'épère que je serais encore à féliciter à la sortie. Quand vous êtes élu vous portez tout le poids des responsabilités. A la sortie j'aurais besoin d'autant de félicitations.

**P. : Comment avez-vous trouvé l'Uprona ?**

**M.C. :** Je ne le découvre pas. C'est au niveau des responsabilités qu'il faut s'attarder. C'est une Uprona qui connaît encore les séquelles du monopartisme même si nous venons de passer une année dans le multipartisme. C'est une Uprona qui a travaillé avec le pouvoir dans le sens d'en recevoir des instructions. C'est un grand handicap mais il y a des atouts. L'Uprona est entrée à l'opposition avec un défi à relever ; c'est de prouver à l'opinion nationale et internationale que notre projet de société était le meilleur, qu'il reste le meilleur et que demain encore il sera le meilleur. C'est un atout à exploiter dans la mesure où le pouvoir en place vient de recevoir profondément après une année d'exercice. Nous devrions nous sentir à l'aise dans l'opposition. Deuxièmement au niveau des atouts, l'Uprona dispose des ressources humaines très appréciables à tous les niveaux. Ce qui fait que nous entamons ce mandat, c'est vrai, sans beaucoup d'illusions parce que le combat n'est pas perdu. C'est « jouable ».

**P. : Lors de la dernière conférence de presse du collectif des préoccupations ont été exprimées. A travers elles, on sent l'existence des problèmes de direction, cassure entre la direction et la base de l'Uprona. Comment comptez-vous ressouder les rangs du Parti ?**

**M.C. :** Il n'y a pas de cassure, il n'y a pas de division entre la base et la direction. Il y a plutôt un problème d'organisation dans la circulation de l'information entre la base et la direction. Et c'est normal. Dans un

contexte comme celui-ci où le pouvoir est si mauvais, l'opinion des militants comme du reste des citoyens – on ne le dit pas assez – souhaite voir qu'il y ait une alternative, qu'il y ait des possibilités d'en sortir, que le pays ne soit pas condamné au désespoir. Et comme le pouvoir ne propose rien, nos militants sont très exigeants pour savoir si nous sommes capables de jouer dans l'opposition de manière à ce que le pays ne sombre pas. Alors dans un contexte pareil les mauvaises traditions, la lourdeur dans la manière de travailler tant que la direction et les militants ne donnent pas des réponses satisfaisantes face à la pression des événements. Je crois que le problème est fondamentalement celui-là. Nous allons relever le défi là comme ailleurs.

**P. : Comment appréciez-vous l'opposition aujourd'hui ?**

**M.C. :** C'est difficile de s'apprécier soi-même.

**P. : Mais, il n'y a pas que l'Uprona ?**

**M.C. :** C'est vrai il y a le reste et c'est l'opposition. C'est un apprentissage que nous faisons comme, d'ailleurs, ceux qui sont au pouvoir font un autre apprentissage. Dans un cas comme dans l'autre il est important d'y croire. Nous, nous y croyons, l'opposition est entraînée de croire à sa réalité comme étant une situation normale dans le contexte d'une démocratie pluraliste. Je dois avouer que, dès le départ, ce n'est pas évident lorsqu'on a affaire à des partenaires qui, à chaque occasion, semblent considérer que, être dans l'opposition, c'est presque coupable alors que nous y sommes de droit. Nous en sortions de droit et par des moyens de droit pour revenir au pouvoir.

**P. : Le contexte actuel, permet-il à l'opposition de jouer pleinement et correctement son rôle ?**

**M.C. :** Il y a des contraintes qui nous sont imposées, mais ce sont des contraintes par option. Nous avons soutcrit à la trêve lors des accords de Kigobe et Kajaga comme on dit. Nous avons également soutcrit à la participation au gouvernement pour des raisons de participer à un effort de participer au retour à la paix avec le concours de toutes les forces po-

litiques, mais cela ne veut pas dire que nous cautionnons les erreurs du gouvernement. Quant à la trêve, je crois qu'elle se limite fondamentalement à l'organisation des meetings ou des grands rassemblements pour des impératifs de sécurité essentiellement, pour le reste on s'organise.

**Remise en place de l'institution présidentielle**

**P. : Institution présidentielle : où en êtes-vous avec les négociations ?**

**M.C. :** En ce moment-ci on a pas encore commencé les négociations.

**P. : Qu'est-ce qui vous en empêche ?**

**M.C. :** Nous avons posé des préalables parce que nous connaissons la bonne fois de nos partenaires. Demain nous pourrions nous bousculer les uns les autres et signer des accords qui ne seront jamais mis en application. Il y a des antécédents avec les mêmes partenaires. Nous demandons un geste de bonne foi. Où nous en sommes ? Les gens font beaucoup de tractations. Ils demandent à l'opposition d'adoucir mais je crois que le pouvoir en place devrait s'estimer heureux que nous n'ayions pas sorti l'intégralité des accords de Kigobe et de Kajaga, et que nous exigeons qu'ils soient préalablement mis en application. Après tout les différents partenaires y avaient soutcrit.

**P. : Quelle différence entre les accords de Kigobe – Kajaga et les préalables que vous posez aujourd'hui ?**

**M.C. :** En gros c'est quoi ? Globalement on demande au gouvernement de faire un calendrier bien clair pour le désarmement. Nous demandons aussi qu'on respecte les engagements pris pour ce qui est du limogeage de certaines personnalités publiques, dans l'administration, accusées d'avoir participé aux génocides et aux massacres des gens de l'opposition. Rappelez des gens de l'opposition. Rappelez des ambassadeurs qui représentent leurs parti au lieu de représenter le Burundi. Nous avons certains points qui, au regard de l'actualité, s'insèrent malgré tout dans l'esprit général des accords de

Kigobe et Kajaga : dénoncer le communiqué de Dar-Es-Salam et de renoncer à la constitution d'une garde présidentielle à la manière du Rwanda. Quand on voit ce dont elle est capable et qu'on sait que le pouvoir qui exige cette garde n'est pas loin des mêmes préoccupations que nos voisins du Rwanda à l'époque. On ne peut pas négocier sur base de ces malentendus.

**P. : Mais le haut commandement serait favorable à la création de ce corps ?**

**M.C. :** Ca ne nous regarde pas, ça n'empêche pas qu'on soit contre.

**P. : L'on entend l'idée que le candidat ne viendrait pas nécessairement du Frodebu. Est-ce que l'Uprona présentera un candidat ?**

**M.C. :** Bien sûr. Nous avons assez de ressources humaines qui sont compétentes et qui peuvent entrer en compétition. Par ailleurs c'est un droit de présenter un candidat.

**P. : Est-ce que le Frodebu l'entend de cette oreille ?**

**M.C. :** Nous pouvons négocier le désistement en faveur du Frodebu ou d'un autre candidat. C'est à celui qui négocie le désistement en sa faveur qui doit convaincre. Si le Frodebu tient à présenter seul un candidat, il lui reviendra de convaincre de l'opportunité.

**Le législatif mis en question**

**P. : Comment appréciez-vous les prestations de l'Assemblée nationale ?**

**M.C. :** Plutôt en dessous de la moyenne. Ce n'est pas une assemblée de représentants du peuple, c'est une assemblée de propagandistes. Je crois d'ailleurs que c'est un des défauts du régime en place. Les différents pouvoirs font plus de la propagande que la gestion de l'Etat.

**P. : Vous risquez d'incriminer le groupe parlementaire Uprona qui y siège ?**

**M.C. :** C'est n'est pas le groupe parlementaire Uprona qui fait l'essentiel de l'Assemblée nationale. Je crois, d'ailleurs, qu'on la traite là-bas avec mépris. Ce qui est inconcevable et bien sûr inadmissible.

## INTERVIEW AVEC MUKASI CHARLES

# « ON NE PEUT PAS NÉGOCIER SUR BASE DES MALENTENDUS »

Suite de la page 2

**P. : Vous n'auriez pas l'intention de le retirer ?**

**M.C. :** Non ! Il ne faut pas se retirer. La démocratie burundaise a mis au monde un enfant très mal formé. Il faut faire l'apprentissage qui nous conduira à quelque chose de mieux dans le futur. Mais je crois qu'il faut vivre les difficultés, les comprendre et les accepter.

**P. : Mais on risque d'en mourir. M. le Président ?**

**M.C. :** Le malheur des autres ne console pas ! Il y a pire ailleurs. Si on veut rester optimiste évidemment.

**P. : Quelle devrait être l'attitude de la nouvelle Institution présidentielle vis-à-vis de l'Assemblée nationale ?**

**M.C. :** Je crois qu'il faudra dissoudre et envisager autre chose. Sinon personne, aujourd'hui, ne croit à une démocratie avec un législatif pareil.

**P. : A quoi sont dues les insuffisances de notre parlement ?**

**M.C. :** Il y a fondamentalement le manque de volonté politique. Sinon les autres défauts on peut les corriger. Peut-être, il y a aussi la mauvaise compréhension des rôles des uns et des autres.

### L'Uprona dans son piège

**P. : Mais c'est l'Uprona qui a conçu la formule de démocratie au Burundi ?**

**M.C. :** Tout ce qui a été fait c'est l'émanation du parti Uprona. Ne me dites pas quand même que c'est l'Uprona qui a fait que le Frodebu soit si mauvais ? A l'époque la Constitution était faite dans un contexte idéaliste où on supposait que chaque partenaire allait jouer le jeu. Ça n'a pas été le cas. Il faudra envisager de trouver autre chose mais l'Uprona ne devrait pas se sentir coupable sur ce terrain.

**P. : Est-ce que la loi fondamentale n'est pas responsable de tous les maux dont nous souffrons ?**

**M.C. :** Non. La Constitution date de 1992. Le malheur du Burundi est bien antérieur. Ma conviction c'est que le jour où les Barundi ont accepté par contrainte ou par complicité, de quelque nature que ce soit, de déplacer les bases du pouvoir dans sa légitimité comme dans son exercice sur le terrain ethnique qui

est fondamentalement discriminatoire et donc anti-démocratique, je crois que c'est ce jour-là où le Burundi est entré dans ce contexte des difficultés qu'on connaît. Il faut sortir de ce terrain.

### Quelle sortie ?

**P. : Que pensez-vous d'une conférence nationale souveraine des hutu et Tutsi pour arrêter les mécanismes de coexistence pacifique ?**

**M.C. :** Ce ne sont pas les bahutu et les batutsi qu'il faut mettre ensemble. Il faut rassembler les barundi. Quand nous le disons à l'Uprona, les gens disent que nous nions l'existence des ethnies. Nous savons qu'il y a des barundi qui s'appellent Bahutu, Batutsi, Batwa, Bagarwa... Ca dépend du critère de recensement pris en considération. Mais si le réflexe de discrimination que nous appelons jusque-là division persiste, on peut avoir d'autres antagonismes tout aussi sanglants. Pour dire que l'idée de mettre ensemble les Barundi n'est pas à rejeter si on doit se dire un certain nombre de choses pour que le pays soit mieux dirigé. L'intérêt de l'affaire c'est que, quel que soit le mode d'organisation du pouvoir qui sera mis en place, il faut que les barundi y adhèrent. Si ce n'est pas cela, le Burundi ne sera jamais gouverné. La monarchie est gérée sur base d'un principe clanique ou héréditaire. Mais lorsque l'en-semble d'un peuple adhère à ce principe ça marche. Je pense qu'aujourd'hui, le burundais n'accepteront plus jamais un pouvoir sur des bases ethniques ou discriminatoires.

**P. : La formule que vous proposez rappelle la démarche Uprona d'hier ?**

**M.C. :** Ce n'était pas une mauvaise formule. Il faudrait l'améliorer là où ce n'était pas performant. Mais elle avait au moins l'avantage que les Barundi se rencontraient et se disent des vérités au lieu de laisser chacun s'enfermer dans un ghetto ethnique, clanique, régionaliste ou autre. Ca décrit plutôt l'atmosphère et ça nous a permis d'envisager la démocratisation. Il faudrait améliorer maintenant pour que les gens se disent pour-quoi ce que nous appelons démocratisation ne confirme pas,

chez nous, l'exercice des droits pleins pour chaque citoyen, à commencer par le droit à la vie. Je pense que les gens ont besoin de vivre que d'être au gouvernement.

**P. : Il y a des rumeurs d'une attaque imminente qui viendrait de l'extérieur et même une guerre civile. Qu'en pensez-vous ?**

**M.C. :** Je mets cela sur le compte d'un chantage que le Frodebu impose à ses partenaires chaque fois qu'on négocie ou qu'on discute quelque chose. La guerre civile est déjà là. On brandit aussi la menace que les étrangers vont partir, qu'on va suspendre et couper l'aide à la coopération. Ma conviction c'est que si les barundi ne sont pas capables de s'entendre avant, tout cela pourrait arriver effectivement. On reviendra à la paix, au retour des étrangers et à la coopération mais aussi ça pourrait arriver après l'investiture d'un chef d'Etat. On a eu des exemples : le jour où on investissait Niyamira, on tirait partout dans le pays. Il n'a pas arrêté la guerre, il n'a pas arrêté la purification ethnique dans la capitale, il n'a pas arrêté les détournements. Pourtant il était président et pas un intérimaire.

**P. : Le Président Nibantunganya prône le retour des burundais dans leurs foyers. Qu'en dites-vous ?**

**M.C. :** Il n'y a pas de politiques de

rapatriement ou de retour des déplacés chez eux. Le Chef de l'Etat intérimaire a lancé un ultimatum pour le premier juillet mais il n'y a pas de politique ! La preuve, personne ne vous dira quelle est la politique en cette matière. Si vous regardez le budget qui a été voté par l'Assemblée nationale, il n'y a pas de politique. Il y a à peu près deux millions de burundais en dehors de leurs foyers, à l'intérieur comme à l'extérieur et on ne voit pas une mobilisation de moyens. Et ça commence par les finances. Pour moi, c'est une indication assez sérieuse à moins qu'on dise que l'augmentation anormale du budget de la documentation soit destinée au rapatriement ou au retour des déplacés chez eux ! Et comme nous connaissons ce que fait la documentation chez nous, ça veut dire que le gouvernement a opté plutôt pour la guerre que fait la documentation ! Et donc accélérer ou accroître le mouvement des gens en dehors des foyers. Il va y avoir de nouveaux déplacés, de nouveaux exiliés. J'ajouterais que le gouvernement devrait commencer par se rapatrier lui-même avec son administration et retourner chez-soi, au bureau, à la maison...

Propos recueillis par  
Bitega Faustine  
Irazoze Dauphin

## Des véhicules militaires des E-U loués au Rwanda

Suite de la page 1

Un porte-parole des opérations onusiennes de maintien de la paix, M. Fred Eckhard, a indiqué que les responsables de ces opérations et une délégation des Etats-Unis venue de Washington venaient de conclure les détails de cet accord de location, qu'ils devraient signer avant la fin de cette semaine.

Ces véhicules seront confiés à un contingent ghanéen en place à Kigali, à la fois pour assurer leur sécurité lors de leurs déplacements dans la région et pour réaliser le transport de réfugiés sous la protection de l'ONU. La première livraison devrait se faire d'ici une vingtaine de jours, a précisé M. Eckhard.

Quelque quatre cent cinquante soldats ghanéens de maintien de la

paix sont restés à Kigali après que s'en sont retirés les deux mille cent cinquante autres membres de la Mission des Nations Unies d'assistance au Rwanda (MINUAR), lorsque les hostilités et les tueries ont éclaté en avril. Le mois dernier, le Conseil de sécurité a autorisé la reconstitution de la MINUAR, à concurrence de cinq mille cinq cents personnes.

Le premier groupe de casques bleus qui doit retourner à Kigali se composera de quatre cents soldats ghanéens. Ils prêteront main-forte aux opérations de sécurisation de l'aéroport de la capitale, et ils protégeront les secours humanitaires dans cette région sinistrée.

Judy Aïta